

ACTION URGENTE

DES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS MENACÉES DE MORT

Quatre défenseures des droits humains ont reçu des menaces de mort à Cali, dans le sud-ouest de la Colombie. Ces femmes font campagne afin qu'il soit rendu justice dans les affaires de violations graves des droits humains imputables à des membres des forces armées.

Le 15 septembre, un morceau de papier sur lequel était inscrite une menace de mort a été glissé sous la porte de l'Association pour la recherche et l'action sociales (**NOMADESC**). Cette organisation non gouvernementale de défense des droits humains était en train d'animer un atelier dans ses locaux de Cali (département du Valle del Cauca), en collaboration avec le Comité des coupeuses de cannes.

Plusieurs femmes étaient citées nommément : **Berenice Celeyta** et **Olga Araújo**, membres de la NOMADESC, ainsi qu'**Alfamid Castillo**, du Comité des coupeuses de cannes. Il était également fait mention de **Martha Giraldo**, membre de la section du Valle del Cauca du Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE).

Ces quatre défenseures des droits humains font campagne afin qu'il soit rendu justice dans les affaires de violations graves des droits humains. Dans certains cas, des membres des forces armées ont été reconnus coupables d'exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la NOMADESC travaille auprès des communautés afro-colombiennes, indigènes et paysannes qui sont victimes de graves atteintes aux droits humains commises par des paramilitaires et les forces de sécurité dans le cadre de la réalisation de projets économiques à grande échelle, notamment dans les secteurs minier, hydroélectrique et industriel. Le 22 septembre, Berenice Celeyta, Olga Araújo, Alfamid Castillo et Martha Giraldo participaient en tant que dirigeantes associatives à une réunion publique sur l'autonomisation des femmes qui luttent en faveur du respect des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux à Cali.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- dites-vous inquiet pour la sécurité de Berenice Celeyta, Olga Araújo, Alfamid Castillo et Martha Giraldo, et appelez les autorités à mettre en place des mesures de protection en faveur de ces quatre femmes, dans le respect de leurs souhaits ;
- exhortez-les à mener une enquête minutieuse et impartiale sur les menaces dont ces personnes font l'objet, et à traduire les responsables présumés en justice ;
- priez-les instamment de s'engager à prendre des mesures fermes pour mettre fin aux exécutions extrajudiciaires et garantir la protection des personnes qui militent pour obtenir justice, conformément aux recommandations formulées à plusieurs reprises par les Nations unies ;
- rappelez-leur qu'elles doivent respecter l'obligation qui leur est faite, aux termes de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme, de veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs activités sans crainte.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 NOVEMBRE 2013 À :

Président colombien
 Presidente Juan Manuel Santos
 Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631
Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,

Ministre de la Défense
 Señor Juan Carlos Pinzón
 Ministerio de Defensa
 Carrera 54, no.26-29
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 266 1003
Formule d'appel : Sr. Ministro Pinzón, / Monsieur le Ministre,

Copies à :
Organisation locale de défense des droits humains
 NOMADESC
 Carrera 9 No 4-53
 Barrio San Antonio
 Cali
 Colombie

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :
 Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS MENACÉES DE MORT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis de nombreuses années, Berenice Celeyta et Olga Araújo sont régulièrement menacées. En juin 2013, le parquet général a inculpé trois membres des forces armées à la suite de l'opération *Dragón*. Il s'agissait d'un complot orchestré par les services du renseignement militaire en vue de tuer des défenseurs des droits humains, des syndicalistes et des personnalités politiques de gauche. Berenice Celeyta et Olga Araújo figuraient sur la liste des personnes qui devaient être assassinées dans le cadre de l'opération *Dragón*.

Alfamir Castillo et Martha Giraldo sont fréquemment menacées elles aussi.

Alfamir Castillo est la mère de Davey Mosquera Castillo, tué aux côtés d'Alex Hernando Ramírez Hurtado par des militaires colombiens le 8 février 2008 à Manizales, commune rurale du département de Caldas. Des soldats du 57^e bataillon antiguérilla « *Mártires de Puerres* » de la VIII^e brigade étaient impliqués dans cette exécution judiciaire, dont sept militaires ont été reconnus coupables. Ces derniers ont interjeté appel. Une audience visant à déterminer la responsabilité de hauts responsables militaires devait avoir lieu au mois d'août.

Martha Giraldo est la fille de José Orlando Giraldo Becerra, un paysan tué le 11 mars 2006 par des membres de la III^e brigade aux alentours de Golondrinas (commune de Cali, département du Valle del Cauca). Cet homme a été présenté comme un guérillero tué au combat alors que son meurtre était en réalité un « faux positif ». Les « faux positifs » sont des homicides illégaux de civils commis par des membres des forces de sécurité, qui présentent à tort les victimes comme « des guérilleros et des paramilitaires tués au combat ». En août 2013, un tribunal a confirmé la déclaration de culpabilité d'un ancien responsable des services du renseignement militaire du troisième bataillon de haute montagne pour l'exécution extrajudiciaire de José Orlando Giraldo Becerra. D'autres militaires font encore l'objet d'une information judiciaire visant à déterminer leur rôle éventuel dans cet homicide.

Au cours du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années, les forces de sécurité ont systématiquement recours aux exécutions extrajudiciaires. Elles s'en servent comme d'une tactique visant à répandre la terreur dans le cadre de leur stratégie anti-insurrectionnelle. Le parquet général a recensé plus de 4 000 cas d'exécutions extrajudiciaires, qui seraient le fait des forces de sécurité, dont de nombreux homicides connus sous le nom de « faux positifs ». Il arrive fréquemment que les personnes militant pour obtenir justice dans ces affaires soient menacées de mort ou tuées par des membres des forces de sécurité ou des paramilitaires collaborant avec eux.

En décembre 2012, une réforme de la Constitution élargissant le champ de compétence de la justice militaire a été adoptée. Elle a été suivie d'une loi d'application en juin 2013. Amnesty International s'est déclarée préoccupée par le fait que cette réforme allait renforcer l'impunité dans les cas de violations des droits humains et du droit international commises par des agents des forces de sécurité (voir le communiqué de presse sur ce sujet à l'adresse <http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/colombia-congress-should-reject-law-reforming-military-justice-system-2013>).

Noms : Berenice Celeyta, Olga Araújo, Alfamir Castillo, Martha Giraldo
Femmes

AU 265/13, AMR 23/043/2013, 25 septembre 2013